

Bujumbura invite la communauté internationale à reconnaître ses progrès

@rib News, 07/10/2015 â€“ Source Xinhua Le gouvernement burundais a organisé mercredi une réunion d'échanges avec les diplomates accrédités au Burundi auxquels il a demandé de plaider pour que la communauté internationale reconnaisse les progrès réalisés à ce jour par le Burundi après les élections de 2015. "Le gouvernement en appelle à la communauté internationale pour qu'elle se ravise, reconnaisse les progrès réalisés et soutienne les efforts qu'il ne cesse de déployer", a déclaré le premier Vice-président de la République, Gaston Sindimwo (photo).

Cette réunion a eu lieu après que la Belgique ait décidé récemment de suspendre sa coopération avec le Burundi, et que l'Union Européenne ait annoncé des mesures de sanctions, dont la restriction de voyage et le gel des avoirs de quatre personnalités burundaises pour leurs rôles présumés dans la répression des manifestations durant le troisième mandat du président Pierre Nkurunziza. Pour le premier Vice-président de la République, "décider de suspendre la coopération avec le Burundi, c'est apporter un soutien à peine voil  aux détracteurs des institutions démocratiquement élues". Gaston Sindimwo a déploré le fait que ces sanctions européennes aient été prises au moment o   le gouvernement était "en train de tout faire" pour entre autres s'ouvrir au dialogue pour mettre des institutions qui rassemblent. Il s'est prononcé quelques jours après une déclaration du parti au pouvoir qui faisait croire en date du 4 octobre dernier que ces sanctions étaient prises à l'endroit des personnalités d'une seule ethnie, celle des hutus, comme l'a dit sur les ondes de la radiotélévision nationale du Burundi le porte-parole du parti présidentiel, G lase Ndabirabe. Depuis fin avril 2015, le Burundi est entré dans une profonde crise politique liée à la candidature du président Pierre Nkurunziza à sa propre succession après avoir été élu en 2005 et en 2010, une candidature qui a été contestée par des partis de l'opposition et une bonne partie des membres du parti présidentiel. Les opposants déclarent défendre le respect de la constitution et celui de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation du Burundi qui, tous les deux, limitent à deux le nombre de mandats successifs d'un président de la République. Les contestations ont été caractérisées par une répression du pouvoir qui accusait les manifestants d'insurgés contre l'autorité de l'Etat.